

politique et socio-économique, et s'oriente vers d'autres pays. Le commentaire de documents s'inscrit dans cette problématique et s'articule autour de trois documents :

Un fond de carte de l'Europe

Un document 2 qui présente la situation démographique de l'union en 1998 et qui est extrait de l'Atlaséco 2000

Un document 3, tiré de C.C.E/ International, n° 480-février 2000, donne les indicateurs socio-économiques de l'Union en 1998

Après avoir placé les 15 pays de l'Union sur la carte et mentionné leur date d'adhésion, il s'agira d'analyser ensuite leurs principales caractéristiques démographiques, leurs disparités de développement et les conséquences qui en découlent pour les perspectives de l'élargissement.

I/ Voir carte

Dates d'adhésion des différents pays membres

1957 : Allemagne – France – Italie – Luxembourg – Belgique – Pays-Bas
1973 : Royaume Uni – Irlande – Danemark
1981 : Grèce
1986 : Espagne – Portugal
1995 : Finlande – Suède – Autriche

II/

Avec près de 400 millions (374,4 exactement), l'Union rassemble une masse significative d'habitants sur un espace assez étroit. Ainsi avec des chiffres qui dépassent souvent les 100H/Km², l'espace de l'Union est densément peuplé et fait partie des espaces les plus humanisés de la planète. Cette forte emprise de l'homme sur cet espace varie cependant d'un pays à un autre et le tableau du document 2 laisse apparaître des géants qui écrasent de leur poids démographique l'ensemble : Allemagne : 82 millions d'habitants, France, Royaume Uni : 59 millions d'habitants chacune, Italie : 57 millions d'habitants, Espagne : 39 millions d'habitants. Six pays ont moins de 10 millions d'habitants et si on y ajoute la Belgique (10 millions), la Grèce (11 millions) et les Pays-Bas (16 millions), ils sont 9 pays sur 15 qui ne rassemblent que 78 millions d'habitants soit moins du ¼ de la population totale. La seconde information de taille de ce document 2, c'est l'évolution désormais très lente de la population dans le temps avec des taux d'accroissement naturel qui ne sont pas loin de zéro (13 pays sur 15 ont des chiffres à ce niveau en deçà de l'unité) : les taux de fécondité nous indiquent même que le renouvellement des générations n'est plus assuré sur cette espace à l'exception de l'Irlande et de la Finlande qui dépassent le chiffre de 1.8 enfant par femme en âge de procréer. L'avenir socio-économique de l'Union s'en ressent avec un vieillissement démographique très prononcé qui risque de ralentir le dynamisme économique (perte de main d'œuvre), d'alourdir les dépenses sociales (problèmes de la prise en charge des retraités) et de reposer